



VILLE DE BIOT

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de Grasse
Canton d'Antibes-Biot
Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e
VILLE DE BIOT
EXTRAIT DU REGISTRE
d e s A r r ê t é s M u n i c i p a u x

DATE LE 08/01/2024	DOMAINE - Service Technique - Réf : JDP/YP/SB
AM / 2024 / 007	ARRÊTÉ MUNICIPAL Portant réglementation temporaire du stationnement et de la circulation pour la réalisation de travaux d'aménagement de l'entrée du chemin de St Julien par l'entreprise EUROVIA et ses sous-traitants

Certifié exécutoire compte tenu de :			
LA PUBLICATION EN LIGNE Le 09 JAN. 2024	LA TRANSMISSION EN SOUS-PREFECTURE Le	LA RECEPTION EN SOUS-PREFECTURE Le	
Pour Le Maire par délégation.			

Le Maire de la Commune de BIOT,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits des libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le code de la route, notamment ses articles L411.8 et R417-10,
Vu le code pénal et notamment son article R610.5,
Vu le code général des collectivités territoriales et ses articles L2213-1 et L2213-2,
Vu le code de la voirie routière,
Vu l'arrêté et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, modifiés par les textes subséquents,

Considérant la demande d'autorisation d'entreprendre des travaux présentée par EUROVIA (217, Route de Grenoble 06200 NICE, responsable Monsieur Denis DUBOCS), dont l'interlocutrice est Madame Clémence DUNYS (Tel : 06.32.63.16.96 / Courriel : clemence.dunys@euovia.com), mandatée par la Commune pour la réalisation des travaux d'aménagement de l'entrée du chemin de St Julien, entre le n°1 et le n°221,

Considérant que les travaux sur les voies relevant de la police du Maire, tels que les branchements d'eau potable, d'assainissement, de gaz, d'électricité, d'éclairage public et de téléphone, les entretiens de voirie, les interventions de toutes natures, nécessitent certaines restrictions temporaires de circulation et de stationnement au droit des chantiers,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}

Le présent arrêté de circulation est un arrêté modificatif de l'arrêté AM/2023/328 du 27/10/2023.

ARTICLE 2

L'entreprise EUROVIA, ainsi que ses sous-traitants, et notamment les entreprises SNEF et MB Construction, sont autorisées à poursuivre les travaux d'aménagement de l'entrée du chemin de St Julien, entre le n°1 et le n°221, selon les conditions mentionnées dans les articles du présent arrêté. Ces travaux, prévus initialement pour débuter le 16 novembre 2022 pour une durée de 7 mois, déjà prolongés jusqu'au 29 décembre 2023, sont à nouveau prolongés jusqu'au 1^{er} mars 2024.

ARTICLE 3

Les dispositions du présent arrêté sont applicables jusqu'au 1^{er} mars 2024. Les horaires de chantier sont modulables en fonction des phases de travaux. L'entreprise est autorisée à modifier horaires et dispositions du chantier au gré de l'avancement des travaux et à s'adapter au contexte dans une amplitude horaire allant de 7h00 à 18h00. Elle est également autorisée à réaliser des travaux de nuit avec coupures ponctuelles de circulation à la condition d'en informer la commune 5 jours ouvrés avant ; dans ce cas, l'entreprise prévoira les dispositifs permettant de rétablir rapidement la circulation pour les véhicules d'urgence et le personnel de santé ou de secours en astreinte.

Toutefois, compte-tenu que les travaux objet du présent arrêté se situent sur une voie en impasse desservant un bassin de population évalué à 1 500 habitants, en journée et pendant les périodes scolaires, l'entreprise est tenue de respecter l'amplitude horaires de chantier allant de 9H00 à 16H00 lorsqu'elle intervient sur la voie empruntée par les riverains, ce afin d'éviter toute circulation d'engins de chantier entre 8H00 et 9H00 ainsi qu'entre 16H00 et 17H00.

ARTICLE 4

Pendant le délai indiqué aux articles 2 et 3, le stationnement de tout véhicule extérieur au chantier est interdit et considéré comme gênant dans l'emprise des travaux et de l'aire d'installation de chantier. La vitesse aux abords du chantier sera limitée à 30 Km/h. Le non-respect de ces dispositions entraînera l'établissement d'un procès-verbal suivi, le cas échéant, de la mise en fourrière aux frais du contrevenant du véhicule gênant.

L'entreprise veillera à maintenir les accès des riverains et usagers ainsi qu'au parfait entretien des sites, notamment leur propreté et leur ordonnancement.

L'entreprise veillera à maintenir une communication régulière avec les riverains directement concernés par les travaux.

ARTICLE 5

L'entreprise chargée des travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public qui permettra de maintenir la circulation, éventuellement par alternat. L'alternat pourra être automatique mais devra être manuel selon l'intensité de la circulation ou les phases particulières du chantier (interventions ponctuelles empiétant sur les voiries départementale et communale). Les travaux de nuits sont autorisés suivant l'avancement du chantier. Le chantier et l'aire d'installation de chantier devront être balisés de jour comme de nuit. L'entreprise chargée des travaux sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui actuellement sont édictées par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

ARTICLE 6

Pendant le délai indiqué aux articles 2 et 3, et pour les véhicules du chantier dont le tonnage n'excède pas 56 Tonnes, l'entreprise EUROVIA et ses sous-traitants bénéficient d'une dérogation permanente aux arrêtés municipaux du 12 avril 1999 et du 9 août 1999 relatifs à la limitation de tonnage sur la commune. Le présent arrêté les exonère de produire le formulaire de dérogation de tonnage.

ARTICLE 7

La Directrice Générale des Services et le Responsable des Services Techniques (04 93 65 12 21 / techniques@biot.fr) sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié sur le site internet de la Ville de Biot.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera, transcrit au registre des arrêtés municipaux et ampliation sera transmise à :

- Madame la Directrice Générale des Services,
- Monsieur le Commandant du Corps des Sapeurs-Pompiers de Biot,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de Valbonne,
- Madame la Cheffe de la Police Municipale,
- Monsieur le Responsable de la Société EUROVIA PACA agence de NICE,
- Messieurs les responsables des entreprises SNEF et MB Construction.

ARTICLE 9

Le Maire certifiera sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte au vu des mentions apposées en entête.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté municipal, à supposer qu'il fasse grief, peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale : 18 avenue des Fleurs CS 61039 – 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr. Il peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès de la commune de Biot, qui prolonge le délai de recours contentieux.

Fait à Biot, le 8 janvier 2024

Le Maire
Conseiller Départemental des Alpes-Maritimes
Vice-président de la PACASA

Jean-Pierre DERMET

